

Pas d'EPR à Gravelines: on ne va quand même pas le regretter...

ADELFA, fédération d'associations affiliée à Nord Nature

Sans qu'il y ait eu de réel débat démocratique, le gouvernement répondant aux injonctions du lobby nucléaire, Areva en tête, a donc tranché : l'EPR sera construit, non pas à Gravelines, mais à Flamanville dans la Manche. Cette issue ne nous satisfait pas. Nous n'avons cessé de dire que l'EPR est un mauvais choix, parce qu'il est coûteux, risqué, dangereux, qu'il hypothèque lourdement les alternatives fiables que constituent les énergies renouvelables, ainsi qu'en fait la probante démonstration des pays qui nous sont proches, comme

l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark. L'option Gravelines, un moment envisagée, a de plus servi de révélateur à la fuite en avant de bon nombre de "décideurs" locaux : les députés Decool et Le Garrec, le conseiller général Delalonde, le maire de Gravelines Ringot et nombre de ses collègues qui se sont fait les chantres zélés du nucléaire.

Qui pourra encore les croire quand ils ne manqueront pas de se positionner comme les champions du développement durable ?

EPR: idées approximatives, idées fausses

Les chauds partisans de l'EPR ont développé et développent dans les médias une série d'arguments, d'apparence imparables, en faveur d'une technologie censée nous guérir de tous nos maux énergétiques. La plupart d'entre eux ne résistent pourtant pas à une analyse élémentaire. Voici donc les réponses de l'ADELFA à leurs affirmations non-fondées ou approximatives.

"Le nucléaire - et donc l'EPR - est une incomparable source d'emplois"

C'est déjà le langage qui nous était tenu en 1974 quand fut décidée la construction de la centrale nucléaire de Gravelines. Or après une brève flambée durant la phase de construction des réacteurs, tout le monde s'est rendu compte que le chômage n'avait ensuite pas baissé d'un pouce sur le littoral dunkerquois. Trente ans plus tard, on en est strictement au même point : il est clair que le "coup de fouet" annoncé ne s'est pas produit. La présence de l'industrie nucléaire, associée de surcroît à celle d'autres industries à risques majeurs (15 sur le Dunkerquois) n'exercerait-elle pas un effet

dissuasif sur l'implantation d'entreprises de main-d'oeuvre à forte valeur ajoutée ? Poser la question en ces termes serait iconoclaste. Nous sommes iconoclastes...

Par ailleurs, si l'on prend l'exemple de l'Allemagne en pointe sur les énergies renouvelables (elle a mis en place l'équivalent de 10 réacteurs !), il est clair que celles-ci ont un plus grand impact sur le marché du travail que le nucléaire : 120 000 personnes y ont trouvé un emploi contre 30 000 dans la filière nucléaire à l'époque où celle-ci était là-bas en plein développement.

L'EPR, "c'est pas cher et ça peut rapporter gros"

Le prototype implanté à Flamanville coûtera au moins la bagatelle de 3 milliards d'euros. C'est tout à fait considérable et difficilement supportable par EDF (donc par sa clientèle, c'est-à-dire vous et nous). En effet EDF qui a accumulé quelque 35 milliards d'euros de dettes, a la charge du démantèlement de ses réacteurs devenus obsolètes (29 milliards), doit assumer les pertes de ses filiales défici-

taires (17 milliards) et payer 7,7 milliards à la CNAV pour la retraite de ses agents. Où prendre cet argent, si ce n'est dans le privé et donc hâter sa privatisation ?

Vont également entrer en ligne de compte, lorsqu'il s'agira d'établir l'addition finale, les tâches préparatoires assurées depuis 15 ans par des centaines de techniciens, de chercheurs. On estime que sur le plan énergétique, la filière nucléaire engloutit chez nous plus de 90 % des crédits de la recherche contre 2 % pour les énergies propres dont il est facile ensuite de dire que leur rentabilité n'est pas prouvée.

Lors d'une réunion de la CLI de Gravelines en 2003, l'ADELFA a demandé à EDF de décomposer, poste par poste et tout compris, le prix de revient du KW/h nucléaire. "Impossible, nous fut-il répondu, le prix d'achat du MOX (le combustible du futur EPR), c'est top-secret."...

"L'EPR est une technologie en avance sur son temps, qui nous ouvre de nouveaux débouchés internationaux"

Pour mémoire, on notera que déjà 10 réacteurs français (on en a trop et les KW/h ne se stockent pas) travaillent pour l'étranger.

Ajouter des capacités supplémentaires via l'EPR, en en faisant supporter le risque à nos compatriotes, ça se discute, comme on dit à la télé.

Autre rappel : l'EPR n'est pas révolutionnaire sur le plan technologique. C'est la réplique du réacteur actuel assorti de quelques compléments en matière de sécurité : plus de béton, une cuve pour récupérer le coeur défaillant (eh oui, on y songe !), un peu moins de déchets, mais des déchets complètement moxés, plus difficiles à traiter et qu'on finit toujours par croiser sur nos routes...

Quant aux marchés extérieurs, ils sont encore loin (voir le dernier voyage infructueux de M. Chirac en Chine) de succomber aux sirènes d'Areva, qui a décroché un unique prototype à construire en Finlande... Une partie du courant pronucléaire pense même qu'il vaudrait mieux investir dans la recherche sur la quatrième génération des réacteurs, faire l'impasse donc sur la troisième (l'EPR), histoire de ne pas renouveler l'erreur des années 70 au cours desquelles la France avait "sorti" son réacteur "graphite-gaz", qu'elle n'a jamais vendu, pour se rabattre ensuite à grands frais sur le PWR américain.

Centrale de Gravelines : des défaillances en cascade

ADELFA, fédération d'associations affiliée à Nord Nature

C'est un constat que tout un chacun peut faire en prenant connaissance des informations dans son quotidien ou son hebdomadaire habituel : en 2004, il ne se passe guère de semaine sans qu'un ou plusieurs cas de contamination, un dérèglement, un départ de feu surviennent dans l'enceinte de la centrale nucléaire de Gravelines.

Au point d'ailleurs que La Voix du Nord relevait dans ses colonnes, le 11 novembre der-

nier, qu' "un débat s'était fait jour entre la direction de la centrale de Gravelines et l'Autorité de Sûreté Nucléaire." Au passage, on notera que comme souvent, l'auteur de l'article oublie que, via notamment les réunions de la CLI, le débat s'instaure aussi avec les représentants associatifs qui ne sont pas les derniers à interroger EDF sur ce qui ressemble fort à des dérives...

Une chose est sûre : lorsqu'on établira le bilan

des incidents de sûreté et de radioprotection survenus à Gravelines en 2004, on s'apercevra que la progression déjà enregistrée en 2003 par rapport à 2002 (50 incidents, dont 9 de niveau 1) s'est encore accentuée cette année. En effet, début octobre, on en était question sûreté à 38 incidents, dont 10 de niveau 1. (1)

Quant à la radioprotection, qui intéresse tout particulièrement les personnels EDF et les intervenants extérieurs, l'on sait que fin octobre début novembre quelque 200 d'entre eux, opérant à l'intérieur du bâtiment réacteur n°6 à l'arrêt, ont subi une contamination, suite à un défaut de ventilation de cet équipement.

Certes la dose subie par ces personnels est minime, très en dessous du seuil réglementaire, a insisté EDF, il n'empêche, comme nous le faisait observer un technicien de maintenance: ce type d'incident ne doit pas arriver !

Il est à rapprocher de ceux intervenus voici peu à Fessenheim, où le degré de contamination a été nettement plus élevé. Il s'agit en l'espèce d'une centrale vieillissante : ce qui incite à estimer que si les réacteurs doivent jouer les prolongations (10 ans de plus, selon EDF), rien ne dit que la sécurité n'en pâtira pas.

Bref, tout cela fait désordre et altère l'image d'une industrie qui se dit la plus sûre du monde.

(1) : au 31-XII-04, le bilan s'établissait à 47 "événements ou incidents" de sûreté, 3 d'environnement, 1 de radioprotection, 1 de transport, dont 12 classés par l'autorité de sûreté au niveau 1.

Ce bilan ne tient pas compte des incidents dits "génériques", dont un de niveau 2 (risque de colmatage des filtres de puisards sur toutes les centrales du même type) et d'une dizaine d'évènements moindres de radioprotection.

Un barrage anti-marée noire

ADELFA, fédération d'associations affiliée à Nord Nature

Il a été déployé devant le canal d'amenée des eaux de refroidissement de la centrale après quatre à cinq années d'études et d'essais infructueux : le barrage flottant anti-boulettes d'hydrocarbures est en place et c'est tant mieux.

Aucune raison en effet pour que l'ADELFA fasse la fine bouche, puisque ce sont ses représentants au sein de la Commission Locale d'Information qui, les premiers après le naufrage de l'Erika (1999), ont pointé du doigt le risque que comporte la coexistence de réacteurs assoiffés d'eaux de refroidissement (un million de m³/h !) et de tankers susceptibles d'engendrer des marées noires, soit en naviguant dans "la mer la plus fréquentée du globe", soit en venant s'amarrer pour déchargement

à l'appontement pétrolier APF.

On peut estimer bien sûr que l'ouvrage, soumis au régime des marées, à la houle, aux aléas des tempêtes, à des hydrocarbures à consistance variable (fuel lourd, fuel léger, goudrons, etc...) pourrait ne pas être efficace à 100%. N'empêche, il a le mérite d'exister et de laisser aux exploitants un laps de temps plus long pour réagir en cas de besoin.

Reste une question à laquelle il n'a jamais été répondu : pourquoi diable a-t-on décidé de faire cohabiter un appontement pétrolier et un circuit d'amenée d'eau de mer de refroidissement ? Dès le départ, une première boulette de taille !